

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 7. De in dit besluit bedoelde termijnen worden berekend in kalenderdagen. De dag van de handeling die de aanvang van de termijn vormt, is niet inbegrepen. De vervaldag wordt in de termijn meegerekend. Als de vervaldag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervaldag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

Art. 8. Dit besluit wordt van kracht op 1 september 2016.

Art. 9. De minister bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 2017.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De minister-president,
F. LAANAN

De minister van Beroepsopleiding,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30624]

6 JUILLET 2017. — Arrêté n° 2015/1258 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêts publics de la Commission communautaire française

Vu l'article 87, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, l'article 22 ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêts publics de la Commission communautaire française tel que modifié par les arrêtés du 4 juillet 1996, du 23 avril 1998, du 25 octobre 2001, du 13 mars 2003, du 3 juin 2004, du 10 juin 2004 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 23 mai 2014 ;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 9 septembre 2015 ;

Vu l'accord du membre du Collège chargé de la Fonction publique donné le 17 septembre 2015 ;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 17 septembre 2015 ;

Vu le protocole 2015/34 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française, signé le 9 octobre 2015 ;

Vu l'avis 58.839/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 février 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Vu l'accord du Ministre fédéral de la Fonction publique, donné le 16 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Considérant la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public ;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 141, § 2 du chapitre I de la partie XVI de l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêts publics de la Commission communautaire française inséré par l'arrêté 2004/39 du 03/06/2004, est modifié de façon à ajouter un point 9 de la manière suivante :

« § 2. Sont applicables au personnel engagé sous contrat de travail et ce pour autant que ce régime soit plus favorable que celui prévu par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et les lois particulières, les dispositions de la présente partie relative :

1° au congé annuel de vacances et au congé pour jours fériés;

2° au congé de circonstances;

3° au congé pour raisons médicales ou humanitaires;

4° au congé pour participer au jury d'une cours d'assises;

5° au congé parental;

6° au congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle;

7° à l'accueil, aux dispenses et congés de formation;

8° au congé pour raison politique ;

9° à la semaine de quatre jours ».

Art. 3. Le chapitre IV de la partie XVI de l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêts publics de la Commission communautaire française, inséré par l'arrêté 2004/39 du 03/06/2004, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre IV. – De la semaine de quatre jours et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans

Section 1^{re}. De la semaine de quatre jours

Art. 147. § 1^{er}. Les fonctionnaires occupés à temps plein ainsi que les membres du personnel administratifs contractuels occupés à temps plein ont le droit d'effectuer quatre cinquièmes des prestations qui leur sont normalement imposées. Les prestations sont réparties sur quatre jours ouvrables par semaine.

§ 2. Le fonctionnaire ainsi que le membre du personnel administratif contractuel et âgé de moins de 55 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, pendant une période de maximum 60 mois. La durée maximale de 60 mois est diminuée des périodes déjà prises de la semaine volontaire de quatre jours en vertu de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public.

§ 3. Le fonctionnaire qui a atteint l'âge de 50 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, jusqu'à la date de la retraite anticipée ou non, lorsque le fonctionnaire satisfait, à la date de début de ce congé, à l'une des conditions suivantes :

1° il a une ancienneté de service d'au moins vingt-huit ans;

2° antérieurement à la semaine de quatre jours, il a effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou au moins pendant sept ans durant les quinze années précédentes.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, on entend par métier lourd le métier lourd tel que défini à l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3 de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public.

§ 4. Le fonctionnaire qui a atteint l'âge de 55 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, jusqu'à la date de la retraite anticipée ou non.

Art. 147/2. § 1^{er}. Le membre du personnel d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peut se prévaloir du droit à la semaine de quatre jours. Il peut toutefois, moyennant l'autorisation préalable du fonctionnaire dirigeant, bénéficier du droit à la semaine de quatre jours dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

§ 2. Le membre du personnel qui désire faire usage du droit à la semaine de quatre jours introduit sa demande auprès de son supérieur hiérarchique trois mois au moins avant le début de la période au cours de laquelle il exercera ses prestations sur base de la semaine de quatre jours.

L'autorisation pour la semaine de quatre jours est accordée pour une période de minimum trois mois et maximum vingt-quatre mois. Pour chaque prolongation, une demande du membre du personnel est requise. Cette demande doit être introduite au moins un mois avant l'expiration de la période en cours.

§ 3. La demande de congé précise les souhaits du membre du personnel concernant le jour où il est en congé.

Le supérieur hiérarchique détermine le calendrier de travail. Il peut proposer de reporter le début du congé de maximum quatre mois pour les besoins du service.

En fonction des besoins du service ou à la demande du membre du personnel, le calendrier peut être adapté par le supérieur hiérarchique. Le membre du personnel est informé de cette adaptation deux mois à l'avance.

Une adaptation temporaire du calendrier de travail est possible par accord mutuel.

§ 4. Pendant la période pendant laquelle le membre du personnel n'a pas de prestations à fournir dans le cadre de la semaine de quatre jours, il ne peut exercer aucune activité professionnelle. Par activité professionnelle, il faut entendre toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 5. La période de la semaine de quatre jours prend cours le premier jour d'un mois.

Pendant la période de la semaine de quatre jours, le membre du personnel ne peut pas être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit. Il ne peut pas non plus prétendre à un régime d'interruption à temps partiel de la carrière professionnelle.

Le congé pour la semaine de quatre jours est d'office suspendu lorsque le membre du personnel bénéficie d'un des congés suivants :

1° congé de maternité et congé pour dispense de travail en application des articles 42 et 43 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 et de l'article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public;

2° congé parental;

3° congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;

4° congé pour interruption de la carrière professionnelle pour soins palliatifs ou pour soins pour un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade;

5° prestations réduites pour raisons médicales.

Lorsque le membre du personnel obtient une suspension en application de l'alinéa 3, ces périodes de suspension ne sont pas imputées sur la période maximale de 60 mois visée à l'article 147, § 2, ni sur la période en cours de la semaine de quatre jours.

Lorsque le membre du personnel, en application de l'alinéa 2, n'a pas bénéficié du congé pour la semaine de quatre jours pendant un mois complet, la prime visée au paragraphe 6 est alors multipliée par une fraction dont le numérateur est le nombre de jours de calendrier de la période de congé pour la semaine de quatre jours et le dénominateur est le nombre de jours de calendrier du mois.

§ 6. Le membre du personnel qui fait usage du droit à la semaine de quatre jours reçoit 80 % du traitement, augmenté d'une prime de 70,14 euros par mois. Ce montant est lié à l'indice-pivot 138,01.

Lorsque les 80 % du traitement ne sont pas entièrement payés, la prime visée à l'alinéa 1^{er} est réduite de façon proportionnelle.

§ 7. Le membre du personnel peut mettre fin au régime de la semaine de quatre jours moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, le supérieur hiérarchique n'accepte un délai plus court.

§ 8. Pour le fonctionnaire, la période d'absence est considérée comme congé et est assimilée à une période d'activité de service.

§ 9. Pour l'agent administratif contractuel, l'exécution du contrat est suspendue pendant l'absence.

Section 2. Du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans

Art. 147/3. § 1^{er}. Le fonctionnaire a le droit, à partir de 50 ans, de travailler à mi-temps jusqu'à la date de sa mise à la retraite anticipée ou non lorsque celui-ci, à la date de début de ce congé, satisfait de manière cumulative aux conditions suivantes :

1° antérieurement il a effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes;

2° ce métier lourd figure sur la liste des métiers pour lesquels il existe une pénurie significative de main-d'œuvre, établie en application de l'article 8bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par métier lourd le métier lourd tel que défini à l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3 de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public.

§ 2. Le fonctionnaire a le droit, à partir de 55 ans, de travailler à mi-temps jusqu'à la date de sa mise à la retraite anticipée ou non.

§ 3. Le fonctionnaire titulaire d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peut pas se prévaloir du droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans.

Il peut toutefois, moyennant l'autorisation préalable du fonctionnaire dirigeant, bénéficier du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

§ 4. Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans introduit sa demande auprès de son supérieur hiérarchique trois mois au moins avant le début de la période.

La demande de congé précise les souhaits du fonctionnaire concernant les jours pendant lesquels il est en congé. Par « travail à mi-temps », il faut entendre un régime de travail dans lequel le fonctionnaire doit, au cours d'un mois, effectuer la moitié des prestations qui sont liées à un emploi à temps plein. La répartition des prestations se fait en jours entiers ou en demi-jours.

Le supérieur hiérarchique détermine le calendrier de travail. Il peut proposer de reporter le début du congé de maximum quatre mois pour les besoins du service.

En fonction des besoins du service ou à la demande du fonctionnaire, le calendrier de travail peut être adapté par le supérieur hiérarchique. Le fonctionnaire est informé de cette adaptation deux mois à l'avance.

Une adaptation temporaire du calendrier de travail est possible par accord mutuel.

§ 5. Pendant la période durant laquelle le fonctionnaire n'a pas de prestations à fournir dans le cadre du régime de travail à mi-temps, il ne peut exercer aucune activité professionnelle. Par activité professionnelle, il faut entendre toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 6. La période de prestations à mi-temps prend cours le premier jour d'un mois.

Pendant la période de travail à mi-temps, le fonctionnaire ne peut pas être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque raison que ce soit. Il ne peut pas non plus prétendre à un régime d'interruption à temps partiel de la carrière professionnelle.

§ 7. Le fonctionnaire qui fait usage du droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans reçoit la moitié du traitement ainsi qu'une prime mensuelle d'un montant de 295,99 euros.

Lorsque la moitié du traitement n'est pas entièrement payée, la prime visée à l'alinéa 1^{er} est réduite de façon proportionnelle.

§ 8. Le fonctionnaire peut renoncer à la prime mensuelle visée au § 7 si sa perception exclut le paiement d'une pension. Il adresse à cet effet une lettre recommandée à la poste au fonctionnaire dirigeant.

§ 9. Le fonctionnaire peut mettre fin au régime de travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, le supérieur hiérarchique n'accepte un délai plus court. En ce cas, l'intéressé ne peut plus introduire une nouvelle demande de régime de travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans. ».

Art. 4. L'article 148/8 de la section I^{re} du chapitre V de la partie XVI de l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêts publics de la Commission communautaire française, inséré par l'arrêté 2004/39 du 03/06/2004, est modifié en son point 2, 4ème et 5ème tiret, de la manière suivante :

« 2. lorsqu'il obtient au cours de l'année des congés :

- {...}

- en application du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans;

- en application de la semaine de quatre jours;

- {...} »

Art. 5. L'article 150 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 150. § 1. Pour l'application du présent article, sont assimilés :

1° au mariage, l'enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale par deux personnes de sexe différent ou de même sexe qui cohabitent en tant que couple;

2° au conjoint de l'agent, la personne, de sexe différent ou de même sexe, avec qui l'agent vit en couple au même domicile;

3° à l'épouse de l'agent, la personne, de sexe différent ou de même sexe, avec qui l'agent vit en couple au même domicile;

4° au père et à la mère, la personne de sexe opposé ou de même sexe mariée au père ou à la mère ou vivant en couple avec lui/elle au même domicile.

§ 2. L'agent obtient, dans les limites fixées ci-après, un congé à l'occasion des événements suivants:

1. Mariage de l'agent : 4 jours ouvrables
2. Mariage d'un enfant de l'agent ou de l'enfant du conjoint : 2 jours ouvrables
3. Mariage d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, d'un petit-enfant de l'agent ou de son conjoint : 1 jour ouvrable
4. L'accouchement de l'épouse de l'agent : 14 jours ouvrables
5. Décès du conjoint de l'agent : 4 jours ouvrables
6. Décès d'un parent ou allié (personne avec laquelle il vit en couple) au premier degré de l'agent ou de son conjoint : 4 jours ouvrables
7. Décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit de l'agent ou de son conjoint, habitant sous le même toit : 2 jours ouvrables
8. Décès d'un parent ou allié jusqu'au troisième degré de l'agent ou de son conjoint, n'habitant pas sous le même toit : 1 jour ouvrable
9. Décès d'un parent d'accueil de l'agent pour autant que le placement ait été d'une durée ininterrompue de deux ans au moins : 4 jours ouvrables

§ 3. A l'exception du congé prévu au point 4, lequel peut être pris dans un délai de quatre mois après l'événement, ces congés de circonstances doivent être pris au moment de l'événement ou, dans les cas où l'agent se voit octroyer plus d'un jour de congé et pour les jours restants après le jour de congé pris au moment de l'événement, à une date très proche de celui-ci, dans un laps de temps de 10 jours ouvrables, à défaut de quoi ils doivent être motivés par un document justificatif formel ou ils sont perdus.

Par jours ouvrables, il faut entendre les jours où l'agent est tenu de travailler, en vertu du régime de travail qui lui est imposé. Dès lors, lorsque le jour de l'événement tombe un jour férié, un jour habituel d'inactivité pour les agents à temps plein (samedi ou dimanche), un jour d'inactivité pour un agent travaillant à temps partiel ou toute autre journée de suspension (vacances annuelles, maladie, ...), l'agent ne peut prétendre au report du congé de circonstance, excepté lorsqu'il s'agit d'un événement qui permet à l'agent de s'absenter à son choix un autre jour.

Quand un agent désire bénéficier d'un jour de congé de circonstance, la demande doit être appuyée par un document officiel.

Si l'événement se produit au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence, étant entendu qu'un jour de congé correspond au nombre d'heures qui auraient dû être presté par l'agent le jour où il bénéficie du congé.

Ces congés peuvent être pris par jour entier ou par demi-jour, pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas.

Ces congés sont assimilés à une période d'activité de service. »

Art. 6. L'article 150/2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est remplacé par la disposition suivante :

« Un agent statutaire peut obtenir un congé de maximum quarante-cinq jours ouvrables par année civile en raison de :

1. l'hospitalisation d'une personne habitant sous le même toit que l'agent, ou d'un parent ou allié au premier degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent;
2. l'assistance à une personne alitée habitant sous le même toit que l'agent ou à un parent ou à un allié au premier degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent, qui doit recevoir des soins particuliers en raison de son état de santé ;
3. la garde d'un de ses enfants qui n'a pas atteint l'âge de 15 ans.
4. La garde d'un enfant handicapé sans limite d'âge.

Si le congé pour des motifs impérieux d'ordre familial est pris au cours d'une période de travail à temps partiel, sa durée est réduite à due concurrence, étant entendu qu'un jour de congé correspond au nombre d'heures qui auraient dû être presté par l'agent le jour où il bénéficie du congé. .

La demande visant un congé prévu au 3° et 4° doit être introduite un mois avant le début de ce congé ; ce délai peut être réduit de commun accord.

Ce congé peut être pris par jour entier ou par demi-jour pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas. »

Art. 7. Le présente arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Fait à Bruxelles, le 6 juillet 2017.

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique,
C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/30624]

6 JULI 2017. — Besluit nr. 2015/1258 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Gelet op artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 tot instelling van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, artikel 22;

Gelet op het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd door de besluiten van 4 juli 1996, 23 april 1998, 25 oktober 2001, 13 maart 2003, 3 juni 2004, 10 juni 2004;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, uitgebracht op vrijdag 23 mei 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 september 2015;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt, gegeven op 17 september 2015;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 17 september 2015;

Gelet op het protocol 2015/34 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend op 9 oktober 2015;

Gelet op het advies 58.839/4 van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2016, in toepassing van artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het akkoord van de Federale Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 16 december 2016;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 december 2016 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 20 september ter uitvoering van artikel 3, eerste lid, van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Overwegende de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 141, § 2 van het hoofdstuk I van het deel XVI van het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, ingevoegd bij het besluit 2004/39 van 03/06/2004, wordt gewijzigd om een punt 9 toe te voegen als volgt:

“§ 2. Voor het bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel en voorzover deze regeling gunstiger is dan die bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de bijzondere wetten gelden de bepalingen van dit deel betreffende:

- 1° het jaarlijks vakantieverlof en de feestdagen;
- 2° het omstandigheidsverlof;
- 3° het verlof om medische of humanitaire redenen;
- 4° het verlof voor deelname aan een assisenjury;
- 5° het ouderschapsverlof;
- 6° het opvangverlof met het oog op adoptie of pleegvoogdij;
- 7° de opvang, de dienstvrijstellingen voor opleiding en de opleidingsverloven;
- 8° het verlof om politieke redenen;
- 9° de vierdagenweek”.

Art. 3. Hoofdstuk IV van het deel XVI van het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, ingevoegd bij het besluit 2004/39 van 03/06/2004, wordt vervangen als volgt:

“Hoofdstuk IV. – De vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar

Afdeling 1. De vierdagenweek

Art. 147. § 1. De voltijds tewerkgestelde ambtenaren en de voltijds tewerkgestelde contractuele administratieve personeelsleden hebben het recht vier vijfde van de prestaties uit te voeren die hen normaal gezien worden opgelegd. De prestaties worden gespreid over vier werkdagen per week.

§ 2. De ambtenaar, evenals het contractuele administratieve personeelslid, van minder dan 55 jaar oud kan gebruikmaken van de vierdagenweek zoals bedoeld in § 1 gedurende een periode van maximaal 60 maanden. De maximale duur van 60 maanden wordt verminderd met de al opgenomen periodes van de vrijwillige vierdagenweek krachtens de wet van 10 april 1995 betreffende arbeidsverdeling in de openbare sector, vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector.

§ 3. De ambtenaar die de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt, kan gebruikmaken van de vierdagenweek, bedoeld in § 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling wanneer de ambtenaar op de begindatum van dit verlof voldoet aan één van de volgende voorwaarden:

- 1° hij heeft een dienstanciënniteit van ten minste achtentwintig jaar;

2° hij is voorafgaand aan de vierdagenweek actief in een zwaar beroep gedurende minstens vijf jaar in de voorafgaande tien jaar of gedurende minstens zeven jaar in de daaraan voorafgaande vijftien jaar.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt als zwaar beroep beschouwd, het zwaar beroep zoals gedefinieerd in artikel 4, § 3, tweede en derde lid van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector.

§ 4. De ambtenaar die de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt, kan gebruikmaken van de vierdagenweek, bedoeld in § 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling:

Art. 147/2. § 1. Het personeelslid dat houder is van een graad behorende tot rang 13 of tot een hogere rang mag geen aanspraak maken op het recht op de vierdagenweek. Het kan evenwel, mits de voorafgaande toestemming van de leidende ambtenaar, het recht genieten op de vierdagenweek in de gevallen waarbij de goede werking van de dienst niet in het gedrang komt.

§ 2. Het personeelslid dat wenst gebruik te maken van het recht op de vierdagenweek dient een aanvraag in bij zijn hiërarchische overste minstens drie maanden voor de aanvang van de periode waarin het zijn prestaties zal vervullen op basis van de vierdagenweek.

De machtiging voor de vierdagenweek wordt toegekend voor een periode van ten minste drie maanden en ten hoogste vierentwintig maanden. Voor elke verlenging wordt een aanvraag van het personeelslid vereist. Zij moet ten minste een maand voor het verstrijken van de lopende periode worden ingediend.

§ 3. De aanvraag van het verlof bevat de wensen van het personeelslid rond de dag waarop het in verlof is.

De hiërarchische overste bepaalt de werkkalender. Hij kan voorstellen om het begin van het verlof uit te stellen met maximum vier maanden omwille van de noden van de dienst.

In functie van de noden van de dienst of op vraag van het personeelslid kan de werkkalender door de hiërarchische overste worden aangepast. Het personeelslid wordt twee maanden op voorhand op de hoogte gebracht van deze aanpassing.

Een tijdelijke aanpassing van werkkalender is mogelijk bij onderling akkoord.

§ 4. Tijdens de periode dat het personeelslid in het kader van de vierdagenweek geen prestaties dient te verrichten mag het geen beroepsbedrijvigheid uitoefenen. Onder beroepsbedrijvigheid moet worden verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is dat bedoeld wordt in artikel 23 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992.

§ 5. De periode van de vierdagenweek neemt een aanvang op de eerste dag van een maand.

Tijdens de periode van vierdagenweek kan het personeelslid niet worden gemachtigd verminderde prestaties om welke reden dan ook uit te oefenen. Het kan evenmin aanspraak maken op een regeling van deeltijdse loopbaanonderbreking.

Het verlof voor vierdagenweek wordt ambtshalve opgeschort wanneer het personeelslid één van de volgende verloven geniet:

1° moederschapsverlof en het verlof wegens vrijstelling van arbeid in toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 en het artikel 18 van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector;

2° ouderschapsverlof;

3° verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij;

4° verlof voor loopbaanonderbreking teneinde palliatieve zorg te verstrekken of voor het bijstaan van of voor het verstrekken van verzorging aan een lid van het gezin of aan een familielid;

5° verminderde prestaties wegens gezondheidsredenen.

Wanneer het personeelslid een schorsing bekomt in toepassing van het derde lid, dan worden deze schorsingsperiodes niet aangerekend op de maximumperiode van 60 maanden bedoeld in artikel 147, § 2, noch op de lopende periode van de vierdagenweek.

Wanneer het personeelslid, in toepassing van het tweede lid, niet tijdens een volledige maand het verlof voor vierdagenweek heeft genoten, dan wordt de premie bedoeld in paragraaf 6 van de wet vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller het aantal kalenderdagen van de periode van het verlof voor vierdagenweek en de noemer het aantal kalenderdagen van de maand is.

§ 6. Het personeelslid dat gebruik maakt van het recht op de vierdagenweek ontvangt 80 % van de wedde, vermeerderd met een premie van 70,14 euro per maand. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Wanneer 80% van de wedde niet volledig wordt betaald, dan wordt de premie bedoeld in het eerste lid prorata verminderd.

§ 7. Het personeelslid kan een einde stellen aan het stelsel van de vierdagenweek mits een opzeggingstermijn van drie maanden, behalve indien op verzoek van de betrokkene, de hiërarchische overste instemt met een kortere termijn.

§ 8. Voor de ambtenaar wordt de periode van afwezigheid als verlof beschouwd en met dienstactiviteit gelijkgesteld.

§ 9. Voor het contractuele administratieve personeelslid wordt de uitvoering van het contract opgeschort gedurende de afwezigheid.

Afdeling 2. Halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar

Art. 147/3. § 1. De ambtenaar heeft het recht om halftijds te werken vanaf 50 jaar tot aan de datum van zijn al dan niet vervroegde opruststelling wanneer dit op de begindatum van dit verlof cumulatief voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° hij was voorafgaand actief in een zwaar beroep gedurende minstens vijf jaar in de voorafgaande tien jaar of gedurende minstens zeven jaar in de daaraan voorafgaande vijftien jaar;

2° dit zwaar beroep komt voor op de lijst van de beroepen waarvoor een significant tekort aan arbeidskrachten bestaat, opgemaakt in toepassing van artikel 8bis, § 1, van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt als zwaar beroep beschouwd, het zwaar beroep zoals gedefinieerd in artikel 4, § 3, tweede en derde lid van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector.

§ 2. De ambtenaar heeft het recht om halftijds te werken vanaf 55 jaar tot aan de datum van zijn al dan niet vervroegde opruststelling.

§ 3. De ambtenaar die houder is van een graad behorende tot rang 13 of tot een hogere rang mag geen aanspraak maken op het recht op het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar.

Hij kan evenwel, mits de voorafgaande toestemming van de leidende ambtenaar, het recht genieten op het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de gevallen waarbij de goede werking van de dienst niet in het gedrang komt.

§ 4. De ambtenaar die wenst gebruik te maken van het recht op het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar dient een aanvraag in bij zijn hiërarchische overste minstens drie maanden voor de aanvang van de periode.

De aanvraag van het verlof bevat de wensen van de ambtenaar rond de dagen waarop hij in verlof is. Onder " halftijds werken " wordt een arbeidsregeling verstaan waarbij de ambtenaar in de loop van een maand de helft van de prestaties dient te verrichten die verbonden zijn aan een voltijdse tewerkstelling. De verdeling van de prestaties geschiedt in volledige of halve dagen.

De hiërarchische overste bepaalt de werkkalender. Hij kan voorstellen om het begin van het verlof uit te stellen met maximum vier maanden omwille van de noden van de dienst.

In functie van de noden van de dienst of op vraag van de ambtenaar kan de werkkalender door de hiërarchische overste worden aangepast. De ambtenaar wordt twee maanden op voorhand op de hoogte gebracht van deze aanpassing.

Een tijdelijke aanpassing van werkkalender is mogelijk bij onderling akkoord.

§ 5. Tijdens de periode dat de ambtenaar in de halftijdse arbeidsregeling geen prestaties dient te verrichten mag hij geen beroepsbedrijvigheid uitoefenen. Onder beroepsbedrijvigheid moet worden verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is dat bedoeld wordt in artikel 23 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992.

§ 6. De periode van de halftijdse prestaties neemt een aanvang op de eerste dag van een maand.

Tijdens de periode van het halftijds werken kan de ambtenaar niet worden gemachtigd verminderde prestaties om welke redenen dan ook uit te oefenen. Hij kan evenmin aanspraak maken op een regeling voor deeltijdse loopbaanonderbreking.

§ 7. De ambtenaar die gebruik maakt van het recht op halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar ontvangt de helft van de wedde, alsook een maandelijke premie van 295,95 euro.

Wanneer de helft van de wedde niet volledig wordt betaald, dan wordt de premie bedoeld in het eerste lid prorata verminderd.

§ 8. De ambtenaar kan afzien van de in § 7 bedoelde maandelijke premie als de inning ervan de uitbetaling van een pensioen uitsluit. Hij richt daartoe een bij de post aangetekende brief aan de leidende ambtenaar.

§ 9. De ambtenaar kan een einde stellen aan de halftijdse arbeidsregeling vanaf 50 of 55 jaar mits een opzeggingstermijn van drie maanden, behalve indien op verzoek van de betrokkene, de hiërarchische overste instemt met een kortere termijn. In dit geval, kan de betrokkene geen nieuwe aanvraag meer indienen voor het stelsel van halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar ".

Art. 4. Punt 2, 4e en 5e streepje, van het artikel 148/8 van afdeling 1 van het hoofdstuk V van het deel XVI van het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, ingevoegd bij het besluit 2004/39 van 03/06/2004, worden als volgt gewijzigd:

"2. wanneer de ambtenaar tijdens het jaar verlopen heeft verkregen:

- {...}
- voor het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar;
- voor de vierdagenweek;
- {...}"

Art. 5. Artikel 150 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 150. § 1. "Voor de toepassing van dit artikel wordt gelijkgesteld met:

1° het huwelijk: het afleggen van een verklaring van wettelijke samenwoning door twee personen van hetzelfde of een ander geslacht die samenleven als koppel;

2° de partner van het personeelslid: persoon van hetzelfde of een ander geslacht met wie het personeelslid op hetzelfde adres als koppel samenleeft;

3° de echtgenoot/echtgenote van het personeelslid: persoon van hetzelfde of een ander geslacht met wie het personeelslid op hetzelfde adres als koppel samenleeft;

4° de vader/moeder: de persoon van hetzelfde of een ander geslacht getrouwd met de vader of de moeder of die met hem/haar op hetzelfde adres als koppel samenleeft.

§ 2. Het personeelslid krijgt binnen de perken zoals hierna bepaald verlof toegekend naar aanleiding van de volgende gebeurtenissen:

1. Huwelijk van het personeelslid: 4 werkdagen
2. Huwelijk van een kind van het personeelslid of van een kind van de partner: 2 werkdagen
3. Huwelijk van een broer, van een zus, van een schoonbroer, van een schoonzus, van de vader, van de moeder, van de schoonvader, van de tweede echtgenoot van de moeder, van de schoonmoeder, van de tweede echtgenote van de vader, van het kleinkind van het personeelslid of van diens partner: 1 werkdag
4. Bevalling van de echtgenote van het personeelslid: 14 werkdagen
5. Overlijden van de partner van het personeelslid: 4 werkdagen

6. Overlijden van een bloed- of aanverwant (persoon met wie hij als koppel samenleeft) in de eerste graad van het personeelslid of van diens partner: 4 werkdagen

7. Overlijden van een bloed- of aanverwant in om het even welke graad van het personeelslid of van diens partner, met wie het personeelslid onder hetzelfde dak woont: 2 werkdagen

8. Overlijden van een bloed- of aanverwant tot in de derde graad van het personeelslid of van diens partner, met wie het personeelslid niet onder hetzelfde dak woont: 1 werkdag

9. Overlijden van een van een opvangouder van het personeelslid, voor zover de plaatsing minstens twee onafgebroken jaren heeft geduurd: 4 werkdagen

§ 3. Met uitzondering van het verlof voorzien in punt 4, dat kan worden opgenomen binnen een termijn van vier maanden na de gebeurtenis, moet dit omstandigheidsverlof worden opgenomen op het tijdstip van de gebeurtenis of, in de gevallen waarin het personeelslid meer dan een dag verlof krijgt toegekend en voor de resterende dagen na de verlofdag opgenomen op het tijdstip van de gebeurtenis, op een datum heel dicht erbij, binnen een tijdsbestek van 10 werkdagen, bij gebreke waarvan het gemotiveerd moet worden met een formeel bewijsstuk. Anders gaat het verloren.

Onder werkdagen wordt verstaan: de dagen gedurende welke het personeelslid moet werken krachtens de arbeidsregeling die op hem van toepassing is. Wanneer de dag van de gebeurtenis valt op een feestdag, een gewone inactiviteitsdag voor de voltijdse personeelsleden (zaterdag of zondag), een inactiviteitsdag voor een deeltijds personeelslid of om het even welke andere dag van opschorting (jaarlijkse vakantie, ziekte, ...) kan het personeelslid geen aanspraak maken op het uitstel van het omstandigheidsverlof, uitgezonderd wanneer het een gebeurtenis betreft die het personeelslid toelaat om een andere dag naar keuze afwezig te zijn.

Wanneer een personeelslid een dag omstandigheidsverlof wil genieten, moet de aanvraag steunen op een officieel document.

Als de gebeurtenis zich voordoet in de loop van een deeltijdse werkperiode, wordt het verlof prorata verminderd, met dien verstande dat een verlofdag overeenstemt met het aantal uren dat het personeelslid zou moeten presteren hebben op de dag waarop hij verlof geniet.

Dit verlof kan worden opgenomen per volledige dag of per halve dag, voor zover het niet onverenigbaar is met het belang van de dienst.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit."

Art. 6. Artikel 150/2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Met een maximum van vijftien werkdagen per kalenderjaar, kan een statutair personeelslid verlof krijgen wegens:

1. ziekenhuisopname van een persoon die met het personeelslid onder hetzelfde dak woont of van een bloed- of aanverwant in de eerste graad die niet met het personeelslid onder hetzelfde dak woont;

2. bijstand aan een persoon die bedlegerig is en die met het personeelslid onder hetzelfde dak woont, of van een bloed- of aanverwant in de eerste graad die niet met het personeelslid onder hetzelfde dak woont, maar speciale zorgen nodig heeft omwille van zijn gezondheidstoestand;

3de kinderopvang voor een van zijn kinderen jonger dan 15 jaar;

4. de opvang van een gehandicapt kind zonder leeftijdslimiet.

Als het verlof om dwingende redenen van familiale aard wordt opgenomen in een deeltijdse werkperiode, wordt het verlof prorata ingekort, met dien verstande dat een verlofdag overeenstemt met het aantal uren dat het personeelslid zou moeten presteren hebben op de dag waarop hij verlof geniet. .

De aanvraag voor een verlof als bepaald in 3^o en 4^o moet één maand voor het begin van dit verlof ingediend worden, deze termijn kan beperkt worden in onderling overleg.

Dit verlof kan worden opgenomen per volledige dag of per halve dag, voor zover het niet onverenigbaar is met het belang van de dienst."

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. Het Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, op 6 juli 2017

De Voorzitter van het College, bevoegd voor Begroting,
F. LAANAN

Het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt,
C. JODOGNE

Het Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,
D. GOSUIN